

Les Temps Modernes

DIRECTEUR : JEAN-PAUL SARTRE

25^e année

Novembre 1969

N° 280

T.M. — La crise.

LA LUTTE ARMÉE AU BRÉSIL

A.L.N. — Œil pour œil.

A.L.N. — Du rôle de l'action révolutionnaire
dans la constitution de l'organisation révolutionnaire.

A.L.N. — Sur les principes et les questions stratégiques.

A.L.N. — Questions d'organisation.

A.L.N. — Opérations et tactiques guerilleras.



CLAUDE COLLIN. — Algérie An VIII. Essai de description.

DOCUMENTS

BRUNO MANGHI et GIANNI MONTANI. — Analyse
d'une lutte ouvrière : « La Candy ».

IVAN ILLTCH. — L'école, cette vache sacrée.

EXPOSÉS

LUCIO MAGRI. — Réflexions sur les événements de mai.

DANIEL VERRÈS. — Le réformisme technocratique,
espoir suprême du capitalisme.

CHRONIQUES

ANTOINE VIRGAN. — Un livre vrai.

GUY DUMUR. — Une erreur de Delacroix.

RENÉE SAUREL — Holberg à Valence.

CHRISTIAN ZIMMER. — Intégration
et désintégration du temps au cinéma.



A. L. N.

ŒIL POUR ŒIL

L'enlèvement de l'ambassadeur des États-Unis, qui a révélé au grand public l'existence de la lutte armée au Brésil, n'en a été que l'épisode le plus spectaculaire. En vérité les groupes révolutionnaires brésiliens ont déclenché la guérilla au début de 1968 et leur combat ne cesse de s'approfondir. Ils se préparent maintenant à passer à la deuxième phase de l'insurrection : la guérilla rurale. Les cinq textes que nous publions ici émanent tous de l'A.L.N. - M.R. 8 (Action de Libération Nationale - Mouvement Révolutionnaire d'Octobre).

Des groupes révolutionnaires ont enlevé aujourd'hui M. Burke Elbrick, ambassadeur des États-Unis et l'ont emmené dans un lieu secret, où il est gardé prisonnier. Cet événement n'est pas un événement isolé. Il fait suite aux nombreuses actions révolutionnaires déjà réalisées : cambriolages de banques qui permettent, en reprenant aux banquiers ce qu'ils ont volé au peuple, d'obtenir des fonds pour la révolution ; attaques de casernes et de postes de police, grâce auxquelles on se procure armes et munitions pour le démantèlement de la dictature ; coups de main sur les prisons pour libérer des militants et les rendre à la lutte du peuple ; destruction des bâtiments qui symbolisent l'oppression ; liquidation des bourreaux et des tortionnaires. En vérité l'enlèvement de l'ambassadeur s'inscrit dans la série des opérations de la guerre révolutionnaire, qui progresse chaque jour et doit, cette année même, passer à sa prochaine étape : la guérilla rurale.

Avec l'enlèvement de l'ambassadeur, nous voulons démontrer qu'on peut vaincre la dictature et l'exploitation, dès qu'on s'arme et qu'on s'organise. Nous apparaissions là où l'ennemi nous attend le moins et nous disparaissions ensuite, usant ainsi la dictature, semant la terreur et la panique parmi les exploités, l'espoir et l'assurance de la victoire parmi les exploités.

M. Burke Elbrick représente au Brésil les intérêts de l'impérialisme qui, associé au grand patronat, aux grands propriétaires fonciers et aux grands banquiers nationaux, maintient le régime d'oppression et d'exploitation.

C'est l'inextinguible soif de profit de ces groupes que rien n'apaise jamais, qui est à l'origine de la stagnation des salaires, de l'injuste structure agraire, de la répression devenue institution. L'enlèvement de l'ambassadeur est un avertissement : les exploités n'auront pas de paix et le peuple brésilien leur fera éprouver à chaque instant le poids de sa lutte de libération.

Sachez tous qu'il s'agit d'une lutte sans repos, une lutte longue et dure, qui ne se terminera pas avec un changement de généraux, mais avec la fin du régime des grands exploités et la constitution d'un gouvernement dont ce sera la tâche de libérer les travailleurs de tous le pays de la situation dans laquelle ils se trouvent.

Nous sommes dans la Semaine de l'Indépendance. Le peuple et la dictature la célèbrent de deux façons différentes. La dictature organise des fêtes et des défilés, avec des feux d'artifice ; elle met des affiches partout. En fait, elle ne veut rien commémorer : elle veut seulement jeter de la poudre dans les yeux des exploités, créant une fausse joie dans le but de cacher la vie de misère — d'exploitation et de misère — qui est la nôtre. Mais est-ce qu'on peut cacher le soleil avec un tamis ? Est-ce qu'on peut cacher au peuple sa misère quand il la sent sur sa propre chair ?

Dans la Semaine de l'Indépendance il y a deux commémoration : celle de la dictature et celle du peuple, celle des gens qui organisent des défilés et celle des révolutionnaires qui enlèvent l'ambassadeur, symbole de l'exploitation.

La vie et la mort de M. l'Ambassadeur sont entre les mains de la dictature. Si elle satisfait à deux exigences, M. Burke Elbrick sera libéré. Dans le cas contraire, nous serons obligés d'accomplir la Justice révolutionnaire. Voici nos deux exigences :

a) La libération de quinze prisonniers politiques. Quinze révolutionnaires parmi les milliers qui sont torturés dans les prisons-casernes de tout le pays, qui sont frappés, maltraités et humiliés par les militaires. Nous n'exigeons pas l'impossible :

nous n'exigeons pas qu'on rende à la vie les combattants assassinés dans les cachots. Ceux-là, évidemment, ne seront pas libérés. Ils seront vengés un jour. Nous n'exigeons que la libération de ces quinze hommes, leaders de la lutte contre la dictature. Chacun d'eux vaut cent ambassadeurs, du point de vue du peuple. Mais un ambassadeur des États-Unis vaut beaucoup du point de vue de la dictature et de l'exploitation.

b) La publication et la lecture de ce message, *intégralement*, dans les principaux quotidiens, sur les chaînes de radio et de télévision du tout le pays.

Les quinze prisonniers politiques doivent être conduits dans un avion spécial jusqu'à un pays déterminé — Algérie, Chili ou Mexique — où asile leur sera accordé. Ils ne doivent être l'objet d'aucune représaille, sous peine de réciprocité.

La dictature a 48 heures pour répondre publiquement à notre proposition. Si la réponse est positive, nous lui ferons savoir les noms des quinze leaders révolutionnaires et nous attendrons 24 heures leur arrivée dans un pays sûr. Si la réponse est négative, ou s'il n'y a aucune réponse, justice sera faite sur M. Burke Elbrick. Les quinze camarades doivent être libérés, qu'ils soient ou non condamnés : c'est une « situation exceptionnelle ». Et dans les « situations exceptionnelles » les juristes de la dictature trouvent toujours une formule pour arranger les choses, comme on l'a vu à l'occasion de l'avènement de la Junte militaire.

Les conversations ne commenceront qu'après une déclaration publique et officielle de la dictature acceptant nos exigences. La méthode sera toujours la publicité de la part des autorités et l'imprévu de notre côté.

Nous voulons rappeler que les délais ne seront pas prorogés et que nous n'hésiterons pas à tenir nos promesses.

Et enfin, nous voulons avertir tous ceux qui torturent, frappent et tuent nos camarades : nous n'accepterons plus la continuation de cette pratique odieuse. C'est notre dernier avis. Ceux qui continueront à torturer, à frapper et à tuer doivent prendre garde.

Maintenant c'est œil pour œil, dent pour dent.

Action de Libération Nationale (A.L.N.)
Mouvement Révolutionnaire d'Octobre (M.R.-8)

A.L.N.

DU ROLE DE L'ACTION RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA CONSTITUTION DE L'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE

Ces pages sont dédiées à la nouvelle gauche et aux camarades révolutionnaires et antifascistes européens.

Ce que représente aujourd'hui notre organisation, l'Action de Libération Nationale, n'a pas été gagné en un jour ni sans sacrifices, mais par un effort décidé, auquel n'a pas manqué le courage de ceux qui sont morts en accomplissant leur devoir révolutionnaire, de ceux qui ont été conduits dans les prisons de la réaction et atrocement torturés, de ceux qui sont tombés assassinés par la police.

C'est de l'action révolutionnaire déclenchée par de petits groupes d'hommes armés qu'est née notre organisation. Le doute n'est plus permis : c'est seulement par l'action révolutionnaire que peut se constituer l'organisation capable de mener la révolution à la victoire.

LES PREMIÈRES ACTIONS RÉVOLUTIONNAIRES

En 1968, nous n'étions qu'un groupe révolutionnaire de Sao-Paulo, sans ramifications dans le pays. Nous n'avions pratiquement rien. Nous n'avions encore réalisé aucune action révolutionnaire susceptible de nous différencier des nombreux groupes existants, engagés dans des discussions qui ne menaient à rien.

Notre premier pas, ce fut de sortir en petit groupe armé, pour une action d'expropriation. L'action révolutionnaire que nous commençons ainsi nous a fourni *une puissance de feu propre*.

L'action nous a fait grandir, seulement l'action révolu-

tionnaire. Nous avons commencé avec une ou deux armes à feu. Nous avons augmenté notre puissance de feu. En partant du principe : « *l'action fait le front* », nous avons déclenché la guérilla urbaine, sans la nommer. Les premières actions ont pris l'ennemi par surprise, il a cru qu'il s'agissait de simples marginaux. Il a perdu un an à suivre de fausses pistes. Quand il a découvert son erreur, c'était trop tard. La guerre révolutionnaire avait commencé.

LA GUERRE RÉVOLUTIONNAIRE ET NOTRE TRANSFORMATION EN ORGANISATION NATIONALE

Les manifestations de la guerre révolutionnaire sont apparues, dans les grandes villes brésiliennes, en 1968. La guérilla urbaine, et la guerre psychologique, ont précédé la guérilla rurale.

Nous avons heurté de front les intérêts de la dictature militaire, de la classe dominante, de l'impérialisme nord-américain. Nous avons montré à la classe dominante et à l'impérialisme que nous les obligerions à assumer les charges de la guerre révolutionnaire, et que nous leur enlèverions, de gré ou de force, les ressources et les armes de la révolution. En expropriant le gouvernement et les grands capitalistes nationaux et étrangers ; en nous appropriant armes et explosifs ; en nuisant aux initiatives et à la propagande de la dictature (sabotage à la bombe de l'exposition antisubversive de l'Armée à Sao-Paulo, par exemple) ; en endommageant les biens et les propriétés des impérialistes nord-américains ; en participant à des opérations d'ensemble pour punir les espions des États-Unis, nous avons mis en pratique un plan concret de combat.

La guerre psychologique : nous avons employé les techniques de la contre-information (depuis qu'il a bloqué la presse et les autres moyens de communication de masses, le gouvernement est toujours sur le qui vive, il fait tout pour empêcher la circulation de nouvelles qui peuvent lui nuire...), et de la fausse alarme, contribuant ainsi à mener le régime militaire brésilien au bord du désespoir.

Nos forces n'ont cessé de grandir. Notre zone d'influence

s'est étendue de même que l'appui populaire. Nous nous transformons graduellement de groupe révolutionnaire en organisation nationale.

Notre expérience nous mène à deux conclusions :

- une organisation révolutionnaire s'affirme par son action,
- ce qui fait une organisation et ce qui lui donne son nom, c'est l'action révolutionnaire.

Aujourd'hui, nous constituons l'Action de Libération Nationale.

BILAN PROVISOIRE

En déclenchant des actions révolutionnaires menées par de petits groupes armés, nous avons rompu avec les tabous existants. Les arguments défendus avec acharnement par les opportunistes, selon lesquels les conditions révolutionnaires n'étaient pas réunies et la lutte armée impossible, ont fait long feu. Nous avons gagné un an sur la réaction, la prenant par surprise avec les expropriations, les coups de main sur les armes et les explosifs, sans jamais laisser de traces. Nous avons diversifié les actions de la guerre révolutionnaire, débutant par la guérilla urbaine et la guerre psychologique, au lieu de commencer par la guérilla rurale, qui permet la concentration des forces ennemies. Partis de rien, nous sommes devenus une organisation nationale, qui dit son nom et dont le nom est partout connu.

CLIMAT FAVORABLE A NOTRE CROISSANCE ET AU DÉVELOPPEMENT DE LA GUERILLA RÉVOLUTIONNAIRE

Pendant ce temps, les étudiants descendaient sur le pavé et attaquaient la dictature, employant les tactiques du combat de rue qui démoralisaient chaque jour davantage l'ennemi. Notre lutte et celle des étudiants convergaient. La zone urbaine a été secouée dans tout le pays, et les forces répressives ont dû se livrer entièrement.

La classe dominante et l'impérialisme alors n'hésitent plus : ils établissent pour de bon la dictature militaire. Recourant à la technique du « coup d'État dans le coup d'État »,

les militaires, le 13 décembre 1968, promulguent l'Acte institutionnel n° 5, qui est un ensemble de mesures à caractère fasciste, dirigées contre notre action. Pour la première fois, la dictature mentionne comme actions révolutionnaires, le terrorisme, les assauts de banques, la liquidation des espions étrangers, les attaques des casernes, le vol d'armes et d'explosifs. Et pour contrecarrer ces actions révolutionnaires, le pouvoir se dote de lois d'une extrême violence et met en mouvement une terreur policière qui n'a de précédent que dans le nazisme. Mais cette cruauté du pouvoir renforce aussi le nombre de ses ennemis. Le mécontentement populaire va croissant. La politique de la dictature devient injustifiable. C'est dans ce climat que notre organisation gagne du terrain, malgré la répression, la terreur, les tortures et les assassinats de militants révolutionnaires.

MODÈLES DE CROISSANCE DES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES

Pour se développer, une organisation révolutionnaire a le choix entre deux méthodes :

— La première, c'est le *prosélytisme et l'idéologie* : les cadres se chargent de convaincre, discutent documents, programmes. Cette méthode était devenue traditionnelle au Brésil. Elle était pratiquée par des organisations cherchant des solutions politiques, des accords, des ententes, avec les politiciens bourgeois, pensant affronter l'ennemi *dans le cadre* du régime, n'envisageant pas de le changer vraiment. Dans la plupart des cas, le militant recruté par prosélytisme s'aperçoit qu'il a été mystifié et s'en va. Les organisations qui, en 1968, s'en sont tenues au prosélytisme n'ont pas avancé.

— L'autre méthode : le *déclenchement de l'action révolutionnaire, l'appel à la violence et au radicalisme*. C'est la nôtre. Nous la jugeons plus appropriée, quand il s'agit de renverser la dictature par la lutte armée et avec la force des masses, que le jeu politique avec les personnalités et les groupes de la bourgeoisie.

Ceux qui viennent à nous veulent vraiment lutter : ils

savent qu'il n'y aura pas d'alternative à la lutte pratique et concrète. Sachant que notre chemin est celui de la violence du radicalisme, du terrorisme (les seules armes qui puissent être opposées à la violence abominable de la dictature), ceux qui affluent vers notre organisation ne viennent pas parce qu'ils ont été abusés par des mots, mais parce qu'ils ont choisi la violence. Ceux qui se joignent à nous sont des révolutionnaires disposés à lutter jusqu'à la fin.

Pendant l'année 1968, l'ennemi a tiré sur les étudiants et sur les masses, faisant beaucoup de pertes parmi les combattants de rue, en général désarmés. L'expérience a alors montré que nos petits groupes d'hommes armés, organisés pour les expropriations et les hold-up, pouvaient, malgré leurs limites, être utilisés pour affronter la puissance de feu supérieure de l'ennemi. Ces actions de petits groupes n'excluent pas, évidemment, la lutte ni l'action des masses. Mais elles leur sont nécessaires. Sans hommes armés, on ne peut rien contre la dictature.

OBJECTIONS ET RÉPONSES

Notre entrée sur la scène révolutionnaire, avec des idées radicalement opposées au traditionalisme de la gauche conventionnelle, a été accueillie par nombre d'objections émanant de milieux révolutionnaires :

1° Nous n'avions pas de stratégie, nous ne savions pas que faire ;

2° Nous ne parlions que de guerilla, rien de plus (reproche d'« exclusivisme ») ;

3° Nous étions partisans du « foyer », et par conséquent nous nous exposions à être broyés par la réaction, desservant ainsi la révolution brésilienne ;

4° Nous ne prêtions pas d'importance à la lutte de libération nationale ; ainsi le sens et le contenu de notre action n'étaient pas clairs.

5° Nous ne faisons aucun travail de masse, nous sous-estimons cette activité et nous étions donc isolés du peuple ;

6° Nous envisagions de mener la lutte tout seuls, nous n'attachions pas d'importance au « front unifié ».

7° On s'est emporté jusqu'à dire que nous n'étions pas révolutionnaires...

Pendant que la lutte révolutionnaire s'intensifiait, avec notre participation concrète, beaucoup de nos critiques restaient en arrière, dépourvus de capacité d'action, ou bien commettant de graves erreurs. Ce qui nous a permis de répondre aux critiques a été avant tout notre action révolutionnaire, déterminée par un plan stratégique.

Notre plan :

Nous avons toujours eu une stratégie. Nous l'avions exposée dans le document qui a signalé notre apparition, publié dans le premier numéro du journal *O Guerrilheiro*, notre organe (diffusé en avril 1968). Ce document s'appelle : *Déclaration du groupement communiste de Sao-Paulo*, complétée plus tard par le texte intitulé *Quelques questions sur les guerillas au Brésil*. Il contient le plan stratégique global que nous suivons encore aujourd'hui. Ceux qui le reliront verront que nous ne nous en sommes pas écartés. Nous disions que la guerilla au Brésil est la stratégie révolutionnaire, dont la réussite dépend de la mise en œuvre rigoureuse de trois moments :

- 1° planification et préparation de la guerilla.
- 2° déclenchement de la guerilla.
- 3° transformation de la guerilla en guerre de manœuvres, avec la formation de l'Armée Révolutionnaire Nationale.

C'est en travaillant d'après ce plan que nous en sommes arrivés au moment présent : la guerilla urbaine déclenchée, la fin de l'étape de préparation de la guerilla rurale.

Fin 1968, nous avons résumé nos expériences dans les textes suivants : *Opérations et tactiques guerilleras ; Sur les questions et les principes stratégiques ; Sur l'unité des révolutionnaires ; Questions d'organisation*.

Nos principes stratégiques fondamentaux :

Dès notre apparition, nous avons eu soin de ne pas cacher nos objectifs politiques et révolutionnaires. Jamais nous n'avons manqué de signaler que la voie pour la conquête du pouvoir est la guerre révolutionnaire.

Ce qui implique nos principes :

1° Nous admettons la possibilité de conquérir le pouvoir et d'expulser l'impérialisme par une stratégie de guerre de guerilla. En cette phase de crise générale du capitalisme, où nous ne faisons pas face à une guerre mondiale, c'est là la seule stratégie qui puisse être mise en œuvre ;

2° Nous admettons que la guerilla s'est incorporée définitivement à la vie des peuples, comme la stratégie même de leur libération. C'est par la guerilla que nous forgerons l'armée révolutionnaire de libération nationale, seul instrument capable d'anéantir les forces de la dictature. Partie intégrante de la guerre révolutionnaire, la guerilla est la voie qui conduira les masses au pouvoir.

Ceux qui nous reprochent de ne parler que de guerilla ont de plus en plus de mal à cacher leurs conceptions opportunistes sur l'émancipation du peuple brésilien. A vrai dire, ils accepteraient à la rigueur la guerilla, à condition qu'elle se réduise à un moyen d'obtenir et de mener à terme des négociations, de signer les accords politiques, d'organiser des élections, bref, d'entreprendre des opérations de conciliation d'aspect parfaitement bourgeois.

La guerilla est pour nous exactement le contraire : elle ne doit permettre aucune négociation avec la bourgeoisie, au détriment des intérêts de classe des ouvriers et des paysans, au détriment de la révolution qui veut expulser l'impérialisme et éliminer les obstacles à l'établissement du socialisme.

Notre combat contre l'impérialisme se déroule suivant des formules nouvelles, avec des caractéristiques propres. Donc il est tout à fait faux de prétendre que nous voulons établir au Brésil un foyer guerillero quelconque. Nous suivons une voie de stratégie globale, qui a pour but le développement de la guerre révolutionnaire, sous son triple aspect : guerilla urbaine, guerre psychologique, guerilla rurale. Nous n'instaurerons pas la guerilla rurale sous la forme d'un « foyer », mais comme résultat de l'implantation de l'infrastructure guerillera, partout où notre organisation se sera développée. Et comme le Brésil est un pays continental, vu l'immensité de son territoire, nous envisageons la guerilla comme guerre de mouvement, non comme « foyer ».

La tâche stratégique fondamentale de la guérilla brésilienne est selon nous la libération du Brésil et l'expulsion de l'impérialisme nord-américain. Notre lutte est donc une lutte de libération nationale, et anti-oligarchique, partant anti-capitaliste. L'ennemi principal de notre peuple est l'impérialisme nord-américain. Mais la relation étroite entre les impérialistes nord-américains et les grands capitalistes et grands propriétaires fonciers brésiliens, fait qu'il est impossible de libérer le pays sans, en même temps, chasser les grands capitalistes et les propriétaires fonciers, pour leur substituer le peuple en armes, avec un gouvernement populaire révolutionnaire.

Le travail de masse et les rapports avec le peuple :

Deux conceptions du travail de masse et des rapports avec le peuple s'opposent chez les révolutionnaires brésiliens.

L'une est défendue par les organisations qui partent des revendications immédiates, et cherchent par là à gagner les masses pour la révolution.

Mais la dictature militaire n'admet pas la lutte revendicative. Des décrets et des lois d'exception l'interdisent, et l'armée est là pour les faire respecter. La dictature n'hésite pas à tirer sur les manifestants dans la rue.

Les organisations qui se limitent au travail de masse, utilisant la lutte revendicative et voulant la traduire en lutte politique, sont donc réduites à l'impuissance par la supériorité militaire de l'ennemi.

L'autre conception est celle des organisations qui se placent d'emblée sur le terrain de la lutte armée, et qui comptent sur une puissance de feu. Autour de celle-ci, qui va en s'accroissant, la masse se rassemble, construit son unité, marche vers la prise du pouvoir.

Le mouvement des masses doit avoir en vue la croissance de la lutte armée. Car il ne peut subsister s'il ne s'appuie pas sur une puissance de feu, la sienne ou celle des groupes révolutionnaires. Ce n'est donc pas parce que nous suivons cette conception qu'on peut nous accuser de mépriser le travail de masse.

Les organisations qui négligent le côté militaire, du fait de l'impossibilité de mener la lutte revendicative, dépérissent.

Celles qui, comme la nôtre, utilisent la violence et la lutte armée arrivent à des résultats. Elles finissent par acquérir la sympathie et la confiance des masses, et elles sont en rapport avec le peuple.

Caractère révolutionnaire de notre organisation :

Nos méthodes, nos formes d'organisation sont subordonnées à l'action révolutionnaire, qui vise la prise du pouvoir par la violence de la guerre révolutionnaire. Nous n'acceptons pas ce qui peut nous limiter ou nous entraver. C'est pourquoi nous avons éliminé de notre organisation le système complexe de commandement, qui multiplie les échelons intermédiaires au-dessous d'une direction pléthorique, immobile et bureaucratique. Nous n'avons pas pour fonction principale de faire des réunions, mais de déclencher l'action.

Pour l'action, une planification rigoureuse est nécessaire. Toute opération doit être planifiée pour aboutir. Nous n'avons jamais rien entrepris sans la certitude de réussir comme prévu. Nous n'avons jamais participé à une opération par esprit sportif ou par exhibitionnisme.

Nous ignorons le cloisonnement du militaire et du politique. Dans la guerre révolutionnaire brésilienne, il n'y a pas de commissaires politiques qui orientent les cadres militaires. *Tous les membres de l'organisation sont nécessairement en même temps des cadres politiques et des cadres militaires.* Ils s'y préparent immédiatement. Ceux qui n'arrivent pas à être l'un et l'autre simultanément ne présentent pas les conditions de survie requises chez nous. La question ne se pose pas différemment pour les militants du front de masses et ceux du front logistique. Pour suivre le rythme de développement de l'organisation, les militants doivent acquérir des connaissances politiques et militaires.

Voilà des principes mis en pratique qui ne devraient pas laisser de doute sur le caractère révolutionnaire de notre organisation.

L'action révolutionnaire et le front unifié :

Nous ne sommes par la seule organisation qui lutte au Brésil. Beaucoup d'autres organisations ont inscrit la lutte armée à leur programme. Mais quelque chose de concret a

surgi quand nous nous sommes décidés à employer la tactique des petits groupes armés. A l'inverse de plusieurs autres pays, la lutte révolutionnaire les armes à la main n'est pas issue au Brésil d'un front unifié. Ce front est un besoin vital. Mais la disparité des propositions rendait impossible sa réalisation, avant qu'un groupe se lance effectivement dans l'action armée. Nous avons accompli notre devoir révolutionnaire, même si on nous accuse de précipitation et d'aventure. Une fois déclenchée la lutte, la voie révolutionnaire est ouverte. L'unification du front est possible. Ce sont la création et le renforcement de la puissance de feu révolutionnaire et son activité permanente qui permettent le regroupement des forces combattant les armes à la main.

LES PROBLÈMES DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE BRÉSILIEN

Pour l'heure, le problème essentiel est la dispersion des organisations révolutionnaires, chacune luttant pour obtenir le leadership.

La pratique est le seul critère. C'est la pratique que nous avons prise comme critère, quand nous avons entamé la lutte armée en zone urbaine. Alors a commencé le processus de sélection entre les organisations à capacité d'action et celles qui en étaient dépourvues.

Il y a encore des groupes qui poursuivent la lutte pour le commandement. Mais, maintenant, on a les armes à la main, et il n'est plus possible de parvenir à un rôle de direction par des discussions comme celles de naguère, autour de programmes, de propositions doctrinales détachées de la réalité sociale brésilienne.

Mais nous avons aussi fait connaissance avec le défaut inverse. Dans la lutte pour le leadership, une thèse est devenue courante : celui qui a tiré le premier entraîne les autres. Cette thèse mène actuellement certaines organisations à entreprendre des actions ou qui dépassent leurs forces, ou qui sont inadéquates au moment. Des erreurs de ce genre risquent d'être fatales. Les organisations qui les commettent risquent d'y perdre la vie de leurs militants et la leur.

SUR LES PRINCIPES ET LES QUESTIONS STRATÉGIQUES

La question décisive pour la révolution brésilienne est celle de la *stratégie*. Sur ce point, il n'y a pas accord complet entre les révolutionnaires.

Notre organisation a adopté une conception stratégique précise, dont elle tire son orientation. Mais il est clair que les autres soutiennent des points de vue différents.

Les concepts et les principes qui suivent touchent les questions sur lesquelles notre organisation peut émettre son opinion : elle les a acquis par sa propre expérience.

Pour nous, la stratégie de la révolution brésilienne est celle de la *guerilla*. La guerilla s'inscrit dans la guerre révolutionnaire du peuple. Dans le texte intitulé *Quelques questions sur la guerilla au Brésil*, nous avons déjà énoncé quels principes orientent notre stratégie. A ceux-ci, nous en ajouterons d'autres, afin que chacun puisse se faire une idée claire sur notre conception stratégique de la révolution brésilienne. La confrontation de ces principes avec la pratique des groupes révolutionnaires et avec l'expérience personnelle des militants pourra contribuer à améliorer la compréhension des objectifs de notre lutte, et des instruments fondamentaux pour les atteindre.

Nous nous basons sur les principes stratégiques suivants :

1. *La stratégie de l'action nationale de libération.*

a) Dans un pays comme le Brésil, où il y a une crise politique permanente, issue de l'approfondissement de la crise structurelle chronique et de l'aggravation de la crise générale du capitalisme, où s'installe en conséquence un pouvoir militaire, notre principe stratégique est de *transformer la crise politique permanente en lutte armée du peuple contre le pouvoir militaire.*

b) Le premier principe de la stratégie révolutionnaire, dans une situation de crise politique permanente, est de déclencher en ville et dans les campagnes un tel nombre d'actions révolutionnaires que l'ennemi soit obligé de transformer le pouvoir politique en pouvoir militaire. A ce moment le mécontentement atteindra toutes les couches sociales et les militaires deviendront les responsables uniques de toutes les erreurs.

c) Le but principal de la stratégie révolutionnaire, quand elle transforme la crise politique permanente en lutte armée, et la situation politique en situation militaire, est de *détruire l'appareil bureaucratique de l'État et de le remplacer par le peuple en armes*.

d) Cette stratégie de destruction de l'appareil bureaucratico-militaire de l'État présuppose que cet appareil, dans la situation de crise politique permanente caractérisant le pays, entretient des liens toujours plus étroits avec les intérêts de l'impérialisme nord-américain, ennemi des peuples africains, asiatiques et latino-américains et du genre humain.

e) Pour nous, la stratégie révolutionnaire est donc une stratégie globale parce qu'elle a pour fonction de *s'opposer à la stratégie globale de l'impérialisme nord-américain*. D'autre part, stratégie politique et stratégie militaire ne sont pas deux choses séparées, mais les deux faces d'une même action.

f) Le caractère global de notre stratégie implique nécessairement que nous ayons en vue, quand nous entreprenons la lutte pour renverser le pouvoir militaire, *la transformation radicale de la société brésilienne*, l'abolition de sa structure de classes et l'avènement du socialisme. Notre ennemi principal est l'impérialisme nord-américain, mais notre lutte anti-impérialiste se transforme en action anti-oligarchique et de libération nationale.

Ainsi, face aux coups portés par les révolutionnaires, le pouvoir militaire sera obligé d'assumer la défense de l'impérialisme nord-américain et de l'oligarchie brésilienne et se discréditera aux yeux du peuple.

D'un autre côté, en renversant le pouvoir militaire et en anéantissant ses forces armées, nous expulserons les Américains et nous détruirons l'oligarchie brésilienne, éliminant les obstacles qui se dressent devant le socialisme.

2. La stratégie de lutte en ville et dans les campagnes.

a) La ville est la zone de lutte *complémentaire* : toute lutte urbaine animée par le front guerillero ou par le front de masses a toujours le caractère d'une lutte tactique.

b) Le combat décisif est celui qui s'engage dans la zone stratégique, c'est-à-dire dans la zone rurale ; et non pas celui qui s'engage dans la zone tactique, c'est-à-dire en ville.

c) Si, par erreur, le combat dans la ville était mené comme le combat décisif, la lutte stratégique en zone rurale se trouverait reléguée au second plan. La bourgeoisie, estimant nulle la participation paysanne à la lutte, profiterait de l'occasion pour contre-attaquer et faire avorter la révolution. Elle chercherait à manœuvrer le prolétariat, dépourvu de son allié principal, la paysannerie, et essaierait de maintenir intact l'appareil bureaucratico-militaire de l'État.

d) C'est seulement quand les forces armées de la réaction sont déjà impuissantes et quand l'appareil de l'État militaire bourgeois ne peut plus agir contre les masses que doit être décrétée en ville la grève générale : seulement quand la lutte guerillera est proche de la victoire.

Ce principe, dérivé de cet autre qui dit que le but principal de la stratégie révolutionnaire est de détruire l'appareil bureaucratico-militaire de l'État et de le remplacer par le peuple en armes, doit permettre d'éviter que la bourgeoisie manœuvre la grève générale et profite de l'occasion pour réaliser un coup d'État préventif, coupant aux révolutionnaires la route du pouvoir.

3. La stratégie de la guerilla urbaine.

a) La ville est la zone de lutte complémentaire, la guerilla urbaine joue un rôle tactique par rapport à la guerilla rurale. Il nous faut utiliser la guerilla urbaine comme instrument de harcèlement et de diversion des forces armées de la dictature, pour les empêcher de se concentrer dans les opérations de répression de la guerilla rurale.

b) Pour déclencher la guerilla urbaine, nous employons des formes de lutte qui ne sont pas celles des masses : nous utilisons de petits commandos armés, dotés de puissance de feu, et engagés dans la lutte contre la dictature. Les masses,

jusque-là impuissantes face à la dictature, s'apercevront que la puissance de feu des révolutionnaires s'en prend à leurs ennemis, elles regarderont avec sympathie la guérilla urbaine et lui apporteront leur soutien.

c) Les formes de lutte de la guérilla urbaine sont toutes les tactiques guerilleras, tous les types d'action armée : actions-surprise, embuscades, expropriations, vols d'armements et d'explosifs, actes terroristes révolutionnaires, sabotages, occupations, punition des agents nord-américains et des policiers tortionnaires, meetings-éclair, distribution de tracts, etc.

Mais quand nous déclenchons la guérilla urbaine, nous devons savoir que la menace existe d'encerclement des villes par l'ennemi, et que nous ne pourrons donc pas seulement avec elles décider de l'issue finale.

d) L'infrastructure de la guérilla urbaine et de la guérilla rurale ont comme points communs l'éducation et le perfectionnement du guerillero, l'épreuve de sa résistance physique et l'utilisation de sa capacité professionnelle, l'outillage technique et les engins rudimentaires, la création et l'épreuve de la puissance de feu, le réseau d'information, les moyens de communication et de transport, les ressources médicales et les secours d'urgence. Notre dessein est de nous appuyer toujours sur l'une et sur l'autre pour n'être jamais réduits à la guérilla urbaine ou à la guérilla rurale seulement, pour combiner correctement ces deux formes de lutte.

e) Les révolutionnaires qui mènent la lutte de guérilla accordent une grande importance aux mouvements de masse en zone urbaine, et à leurs formes de lutte, les grèves, les actions revendicatives, les manifestations, le boycott.

Nous avons pour principe stratégique de participer au mouvement de masse urbain afin de créer une infrastructure adaptée à la lutte armée dans les milieux prolétariens et étudiants, et même dans d'autres milieux qui sont susceptibles de soutenir la guérilla urbaine.

4. La stratégie de la guérilla rurale.

a) Les luttes des paysans pour leurs revendications face aux latifundistes et pour l'organisation de syndicats ruraux pourront donner l'occasion de conflits armés. En ce sens, elles

sont positives. Mais, sans puissance de feu, les paysans seront anéantis par la réaction. Il est improbable qu'à partir de luttes revendicatives, des paysans puissent engager des guérillas rurales à caractère stratégique. Les paysans brésiliens ont une faible conscience politique. La tradition de leurs luttes ne dépasse pas le niveau du banditisme et du messianisme. Leur expérience de lutte de classe sous la direction du prolétariat est récente et limitée. Dans la situation actuelle du pays, dominé par la dictature, la lutte stratégique dans la zone rurale se développera comme résultat de l'infrastructure guerillera installée parmi les paysans. Ceux-ci s'apercevront que cette puissance de feu est dirigée sur les latifundistes et ne heurte pas les intérêts de la masse paysanne. Ils soutiendront la guérilla et s'y engageront.

b) Le principe stratégique essentiel de la lutte guerillera est que cette lutte ne peut avoir de conséquence ni de poids décisif dans la guerre révolutionnaire *si l'alliance armée des ouvriers et des paysans n'est pas organisée et consolidée.*

c) La guérilla rurale est décisive. Par sa mobilité extrême, elle peut être la base de la formation de l'armée révolutionnaire de libération nationale. Celle-ci doit être formée à partir de l'alliance armée ouvriers-paysans-étudiants. Dans la guérilla urbaine, il est impossible d'engager les paysans, sans lesquels la révolution n'aboutira pas.

d) La guérilla brésilienne ne doit à aucun moment, défendre des zones, des territoires, des régions, ou une base, une position fixe. S'il en était ainsi, nous laisserions l'ennemi concentrer ses forces, nous encercler, et anéantir ainsi ces objectifs connus et vulnérables.

e) La guérilla rurale brésilienne doit être *toujours en mouvement*. La guérilla urbaine doit être extrêmement mobile, ne jamais faire une occupation sans organiser dans le détail la retraite. En toutes circonstances, la guerre révolutionnaire au Brésil est une guerre de mouvement.

f) Dans la guerre révolutionnaire, la guérilla joue le rôle stratégique principal. Elle a comme but politique de constituer l'armée populaire et de prendre le pouvoir. Dans la lutte révolutionnaire, nous devons éviter toute déviation de ce but,

empêcher que la guérilla urbaine ou rurale se dégrade en banditisme, que nous nous joignons à des bandits ou employions leurs méthodes.

5. La stratégie de l'organisation.

a) L'étendue du pays, la diversité des zones quant à l'importance stratégique, la loi de l'inégalité du développement révolutionnaire, d'autres facteurs encore déterminent l'apparition des centres militants, dirigés par une coordination régionale. Ces centres se consacrent à l'implantation de l'infrastructure guérillera, déclenchent la lutte révolutionnaire, ils jouissent d'une liberté totale d'action tactique et politique sur le plan régional.

b) La direction politique et militaire unifiée ne se forme pas entièrement et d'un seul coup, mais à travers un processus permanent, dans lequel la lutte armée prend la forme de la guérilla, passant du stratégique au tactique et du tactique au stratégique, jusqu'à ce que s'affirme un groupe d'hommes et de femmes identifiés à l'action révolutionnaire, et capables de la mener à ses dernières conséquences. Tel est le sens de notre direction stratégique et tactique.

c) L'unité de notre organisation est scellée par les principes stratégiques, tactiques, organiques; non par des personnalités, par des noms.

C'est cette identité de conceptions théoriques et pratiques qui fait que, dans les diverses régions du pays, des révolutionnaires isolés les uns des autres réalisent des actions qui les font reconnaître comme membres d'une même organisation.

Janvier 1969

QUESTIONS D'ORGANISATION

Pourquoi notre organisation a-t-elle été constituée? Pour mettre en pratique une ligne révolutionnaire ayant comme stratégie la guérilla. Nos principes ne se confondent pas avec ceux des organisations de la gauche traditionnelle du Brésil, occupées à faire des réunions qui élaborent des documents, ou qui se livrent à des tâches plus ou moins bureaucratiques, dictées par la direction, et destinées, d'ailleurs, à rester en plan.

Au contraire, notre organisation fonctionne *de bas en haut*: elle se fonde sur le déchaînement de l'action et de la lutte révolutionnaire, elle valorise l'initiative prise par les groupes qui constituent nos bases.

Le petit groupe initial de combattants qui s'est lancé dans l'action, et qui a constitué notre organisation, s'est placé d'emblée sur des principes qui n'étaient pas ceux de l'opportunisme. D'où son orientation, dès le premier moment, dans le sens de la construction d'une infrastructure qui rende possible l'action, sans se préoccuper de mettre sur pied un instrument hiérarchisé avec réunion des délégués et convocation des anciens organismes de direction conventionnels.

STRUCTURE INITIALE DE L'ORGANISATION.

Au début, une fois ces prémisses posées, notre organisation comptait un secteur stratégique et tactique, consacré au travail dans la zone des opérations de guérilla et à la création d'un centre de perfectionnement guérillero. Secteur mobile, puisque devant fonctionner corrélativement aux intérêts immédiats de la guérilla, donc soumis à des opérations complexes de déplacement.

Outre ce secteur, elle réunit deux types de groupes locaux :

1. Groupes provenant de la transformation de nos anciennes organisations conventionnelles en groupes révolutionnaires
2. Groupes non conventionnels, détachés des compromis de partis, ayant opté pour nos principes, et venus renforcer nos rangs.

Simultanément, dans beaucoup de points du pays, de petites organisations autonomes, quelques secteurs d'activité révolutionnaire, notamment du clergé, décidaient de se rallier à nous.

L'articulation des groupes existants fit surgir l'ancienne coordination urbaine.

CHANGEMENTS DÉTERMINÉS PAR LA FORMATION DE CADRES SPÉCIALISÉS

ET IMPORTANCE DU PERFECTIONNEMENT DE CES CADRES.

Nous n'avons pas de l'organisation un concept dogmatique : comme l'enseigne la théorie marxiste-léniniste, il n'y a pas d'organisation abstraite. A notre avis, tout changement qualitatif du mouvement révolutionnaire entraîne des changements qualitatifs dans l'organisation révolutionnaire, qui est toujours au service d'une certaine ligne politique. Les progrès du mouvement ont donc introduit des changements dans l'organisation. Réciproquement, les changements organisationnels ont influé sur le progrès du mouvement.

Quand le centre de perfectionnement guerillero a fourni ses premiers cadres pour les tâches stratégiques de l'activité locale, un premier changement est intervenu. La priorité donnée à ce perfectionnement, dont les bénéficiaires sont sélectionnés, doit être compensée par ses résultats. Ceux-ci provoqueront un nouveau changement qualitatif dans l'organisation, dans le contenu et la forme des opérations guerilleras et dans l'activité locale.

L'APPARITION D'UNITÉS MOBILES.

L'apparition d'unités mobiles, comme le groupe de travail stratégique et le groupe tactique armé, a produit un second changement. Le groupe de travail stratégique et le groupe

tactique armé développent des activités essentielles, indépendamment, n'établissant entre eux qu'un maillon de liaison. Le groupe tactique armé est devenu un important appui du travail stratégique. Il a marqué le passage du point de départ, où nous manquions de puissance de feu, à une nouvelle situation, où nous en avons une considérable.

Le groupe tactique armé a été, jusqu'au moment où il a accompli sa mission, l'instrument spécial des opérations de déplacement, qui exigent une puissance de feu considérable, une technique supérieure, et des connaissances spécialisées.

Du groupe tactique armé, nous sommes passés à un type d'opérations contrôlées par le commandement stratégique.

L'APPARITION DES TROIS FRONTS URBAINS.

En 1968, ont surgi dans le mouvement révolutionnaire trois fronts d'activité contre la dictature : le front urbain de masses, le réseau urbain de soutien, le front guerillero urbain.

Cependant, l'inégal développement du mouvement révolutionnaire dans le pays a fait que quelques points cessaient de se manifester tandis que certains prédominaient au détriment d'autres. Notre but prochain est de faire apparaître les trois fronts dans tout le pays, et que de leur conjonction résulte l'intensification de la guérilla.

LE FRONT GUÉRILLERO URBAIN.

La capture d'armes et d'explosifs, les actes terroristes révolutionnaires, le sabotage, les actions armées de tous les types, l'action anti-impérialiste, l'agitation orchestrée par les groupes armés, peignant sur les murs, distribuant des tracts, faisant des manifestations-éclair, enfin, l'apparition de la presse clandestine, voilà ce qui a caractérisé le front guerillero urbain, résultat de la création d'une infrastructure elle-même appuyée sur la fabrication d'armes et d'engins de destruction. Cette infrastructure, en plus des armes et des explosifs capturés, constitue un facteur décisif dans le changement qualitatif du mouvement révolutionnaire et de son organisation. Un front guerillero urbain qui croît constam-

ment doit aller jusqu'à l'exécution d'une *politique de dévastation systématique*, afin de mettre en péril la dictature et de retenir une bonne partie de ses forces de répression, en les empêchant de pourchasser la guérilla. Dans n'importe quel point du pays, il faut compter sur l'existence du front guérillero urbain : c'est dans ce sens que l'organisation révolutionnaire locale doit axer ses efforts.

LE FRONT URBAIN DE MASSE.

Le front de masses, avec à sa tête le mouvement étudiant, a joué un rôle sans précédent dans la lutte contre la dictature. Occupations, défilés, protestations, grèves, lutte contre la censure, capture de policiers échangés ensuite contre des prisonniers politiques, telles ont été les formes de lutte des masses. Le rôle des ecclésiastiques a été remarquable : c'est une autre preuve (avec le mouvement étudiant) que la classe moyenne brésilienne abomine la dictature. Elle constitue actuellement une des forces les plus combattives. La lutte contre la dictature ira encore plus loin quand les groupes révolutionnaires locaux auront poursuivi leur action en milieu ouvrier, chez les paysans, et en général dans toutes les couches exploitées de la population.

Le front urbain de masses exige la mise sur pied de groupes révolutionnaires sur les lieux de travail et d'étude. En même temps, il faut lui donner une puissance de feu raisonnable. Car les actions du mouvement de masses doivent être des actions armées, et une infrastructure identique à celle du front urbain doit être constituée sur le front urbain *de masses*. Toutefois, c'est surtout dans les usines, dans les milieux ouvriers, au sein des masses paysannes, qu'il faut essayer de dresser cette infrastructure, *vu la nécessité de radicaliser les grèves comme les luttes rurales*.

Le « front de masses » n'est pas à confondre avec le « travail de masses ». Il ne faut pas confondre la lutte, qui peut aller jusqu'à la lutte armée, et la pénétration parmi les ouvriers, dans les bidonvilles, ou parmi les masses paysannes, l'effort pour stimuler la prise de conscience, en utilisant les moyens

culturels disponibles et la motivation revendicative. Certes, les révolutionnaires ne méprisent pas ces moyens : mais ils ne les confondent pas avec le front de masses.

LE RÉSEAU URBAIN DE SOUTIEN.

Qu'est-ce que le réseau urbain de soutien ? Le grand front logistique d'appui de la révolution brésilienne, de la guérilla. Les groupes de soutien, les points d'appui collectifs ou individuels, dans les villes et surtout à la campagne, sont aussi indispensables. Résidences, adresses, cachettes, systèmes de communication, voitures, équipement, ressources financières, vivres, renseignements : tels sont les moyens dont doit disposer le réseau de soutien, dont la formation mérite l'affection spéciale des révolutionnaires.

CARACTÉRISTIQUES DE NOTRE STRUCTURE ACTUELLE.

Les changements qualitatifs dont il a été question et aussi les événements ont modifié la structure initiale de notre organisation, qui présente actuellement les caractéristiques fondamentales suivantes :

1. Nous disposons d'un commandement stratégique, auquel sont confiés les problèmes de la guérilla rurale, le contrôle des zones stratégiques secrètes, le travail politique chez les paysans, le contrôle du centre de perfectionnement des combattants, la réalisation des opérations de déplacement et l'établissement de réseau d'appui.

2. Dans chaque grande zone urbaine, importante pour nous, nous disposons d'une coordination régionale, responsable de la guérilla urbaine, à qui incombe l'exécution des tâches suivantes :

a) Maintenir en fonctionnement l'infrastructure de la lutte armée ;

b) Créer la puissance de feu appropriée à la guérilla urbaine ;

c) Développer dans la zone urbaine, sous sa direction, le front guérillero urbain ;

d) Donner l'impulsion au front urbain de masses et organiser son activité ;

e) Organiser le réseau urbain de soutien ;
 f) Entretenir les contacts avec les coordinations locales, et toutes les autres liaisons, celles des étudiants, des ouvriers, etc. afin de pouvoir les appeler quand il faut renforcer l'infrastructure de la lutte armée et intensifier la guérilla urbaine.

C'est au commandement stratégique qu'il revient de se lier directement avec chaque coordination régionale, par le maillon de liaison.

3. De petites organisations ou groupes autonomes, des militants révolutionnaires solitaires, des francs-tireurs, s'intègrent aussi à cette structure, en jouissant d'une entière liberté d'action et de tactique, à la seule condition d'accepter, de défendre, de mettre en pratique sans réserve tous nos principes, stratégiques, tactiques, et organiques.

4. L'élément fondamental de notre organisation, ce sont les groupes révolutionnaires qui se caractérisent par leur initiative et leur combativité. Chacun est constitué d'un petit nombre de militants. Le compartimentage en mini-groupes étanches permet d'éviter qu'en cas d'imprévu ou d'arrestation, les uns soient compromis par les autres.

Il appartient à la coordination d'articuler les opérations plus complexes, qui exigent la participation de plusieurs groupes. Mais, quel que soit le groupe, il a le droit de refuser qu'au nom du commandement ou de la coordination, on cherche à empêcher une activité révolutionnaire de groupe *qui s'accorde avec les principes et la tactique de notre organisation*.

5. Pas de chaîne de commandement complexe : pour ne pas détruire la simplicité du fonctionnement, la rapidité de l'action, la mobilité et la capacité d'initiative des groupes. Ni assistants, ni commissaires politiques, comme dans les organisations traditionnelles : nous faisons reposer notre organisation sur le développement de la capacité d'initiative des révolutionnaires, sur leur audace, à partir des principes sur lesquels nous nous sommes engagés.

6. Qu'en est-il, enfin, de la direction ? La direction, ou commandement, ou coordination, tâche de se simplifier au maximum. Elle se compose d'un nombre réduit de camarades, qui ont mérité la confiance en se distinguant par leur dévouement, leur participation aux actions les plus dangereuses

et les plus importantes, leur capacité d'initiative, et leur intransigeance dans la défense et l'application concrète des principes révolutionnaires.

D'UNE NOUVELLE EXPÉRIENCE D'ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE ET DE L'ORIGINE DE SON COMMANDEMENT.

Ce type d'organisation représente une expérience inédite dans le mouvement révolutionnaire brésilien. Certains problèmes de fonctionnement national et global ne sont donc pas encore résolus, et ne pourront l'être qu'au cours de la progression. Bien que l'autonomie et la liberté d'action politique et révolutionnaire soient nécessaires, indispensables au fonctionnement de l'organisation locale, le commandement révolutionnaire, c'est-à-dire *politico-militaire*, n'est pas spontané : il est une conséquence de l'action stratégique, de la tactique mobile, qui sont globales.

NOS PRINCIPES D'ORGANISATION.

1. Le principe fondamental de notre organisation est *de partir de la guérilla*. Et, cette prémisse établie, de faire de l'organisation un instrument de la ligne politique qui suit cette stratégie.

2. Pour être révolutionnaire, une organisation doit exercer en permanence *la pratique révolutionnaire*, mais elle ne doit jamais manquer d'une conceptualisation stratégique, de principes théoriques et organisationnels, et d'une discipline propre.

3. L'organisation révolutionnaire ne devient pas avant-garde en se proclamant simplement telle. Mais il lui faut passer à l'action, acquérir une pratique révolutionnaire *convaincante* : seule l'action fait l'avant-garde.

4. *Notre activité principale n'est pas la construction d'un parti, mais le déclenchement de l'action révolutionnaire.*

5. Une organisation révolutionnaire n'a pas pour première tâche de faire des réunions stériles, à propos de thèmes généraux et bureaucratiques, mais de se consacrer systématiquement aux projets et à l'exécution sous sa direction des actions révolutionnaires, même limitées.

6. L'élément décisif du fonctionnement de l'organisation révolutionnaire, c'est *la capacité d'initiative de ses groupes*. Aucun commandement, aucune coordination n'a d'autorité pour empêcher une initiative de groupe visant au déclenchement de l'action révolutionnaire.

7. Notre ligne militaire n'est pas séparée de notre ligne politique et ne lui est pas subordonnée. Notre ligne est une *ligne révolutionnaire unique*, qui contient en soi, comme deux aspects d'une même chose, le politique et le militaire.

8. *La guérilla n'est pas le bras armé d'un parti ou d'une organisation*, quelle qu'elle soit. La guérilla est le commandement propre, politique et militaire, de la révolution.

9. Ce qui détermine l'apparition et l'affirmation du commandement politique, c'est la pratique des actions révolutionnaires, dont la réussite dépend de la participation constante, directe, personnelle des membres du commandement.

10. Pas de commandement politique sans dévouement, sans capacité de sacrifice, sans participation *directe* à l'action révolutionnaire : il ne signifie pas un mérite, ou une reconnaissance, il n'est pas un hommage rendu au principe hiérarchique. Les « charges » n'ont pas de valeur dans l'organisation révolutionnaire : elle ne connaît que des missions et des tâches à accomplir.

11. Le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution.

12. Nous ne demandons à personne la permission d'accomplir des actes révolutionnaires.

13. Nous ne sommes compromis qu'avec la révolution.

14. La limite de notre organisation est celle qu'atteignent notre influence, notre capacité.

15. Maintenir la plus stricte vigilance contre l'ennemi de classe et en particulier contre la police est le devoir le plus élémentaire. Délateurs, espions, indicateurs infiltrés doivent être punis de manière exemplaire.

16. Notre principe fondamental en matière de vigilance est que chacun ne doit savoir que ce qui concerne son travail. Sinon, il est impossible d'assurer le fonctionnement clandestin de l'organisation révolutionnaire.

Brésil, décembre 1968.

OPÉRATIONS ET TACTIQUES GUERRILLERAS

Les opérations et les tactiques guerilleras n'ont été systématiquement employées au Brésil qu'une fois surmontées la surprise et la perplexité provoquées par le coup d'État d'avril 1964. 1964 et 1965 furent donc des années de régression pour le mouvement révolutionnaire brésilien. Par contre, les années 1966 et 1967 ont vu se dérouler de vifs débats idéologiques au sein des organisations de gauche. Pendant cette période a eu lieu la scission entre les partisans de la lutte armée et les opportunistes de droite, qui défendaient la voie pacifique.

La Conférence de l'O.L.A.S., qui s'est tenue à La Havane à la mi-1967, a eu une répercussion profonde au Brésil. Ses thèses sur la lutte armée ont conquis d'importants secteurs révolutionnaires brésiliens.

En 1968, grâce aux résultats de la lutte idéologique et grâce aussi à la conférence de l'O.L.A.S., nous avons déclenché la lutte. Nous n'étions qu'un secteur révolutionnaire, et pourtant, nous avons pris l'initiative. D'autres forces s'ébranlaient aussi, entraînant parfois les masses : le mouvement étudiant, plein de combativité et de courage, jouait un rôle prépondérant.

1968 a vu des luttes acharnées contre la dictature. Ce fut une année d'action. C'était la première fois qu'on employait au Brésil les opérations et tactiques guerilleras dans la lutte générale du peuple brésilien contre l'oppression. Plus précisément, 1968 fut l'année du déclenchement de la guérilla urbaine.

C'était la fin d'une période de conspirations et le début de la guerre révolutionnaire, lente et prolongée, entrecoupée d'opérations et de tactiques guerilleras. Nous ne sommes pas pressés : nous n'avons pas de délais. Notre but est de démoraliser les forces des gorilles, de les pousser au désespoir, et, finalement, de renverser la dictature fasciste et de prendre le pouvoir.

Jusqu'où pourrons-nous aller, dans cette guerre? Atteignons-nous les objectifs fixés?

La réponse est dans l'examen des forces adverses. Quelles forces sont avec nous, et lesquelles appuient la dictature? Comment réagiront-elles à l'action révolutionnaire?

Le soutien militaire de la dictature.

La dictature militaire a pour elle les forces militaires du pays et les forces des polices légale et secrète. Les unes comme les autres sont des forces de répression. Les contradictions qui existent au sein des forces armées ne changent rien à leur caractère répressif, car il s'agit de contradictions secondaires.

La dictature a, dans ses forces militaires et de police, son soutien concret et fondamental. Et ce soutien lui garantit le pouvoir. Ce qui veut dire que la dictature est dotée de forts et puissants contingents armés. Sa puissance de feu est infiniment plus importante que celle des révolutionnaires.

L'impérialisme des Etats-Unis. Soutien externe et interne de la dictature.

En dehors des forces armées organisées et de la police, la dictature compte encore sur la force de l'impérialisme des Etats-Unis, qui a dans le régime militaire brésilien un instrument docile de sa politique. Les prêts constituent un aspect particulier de ce soutien et ne servent qu'à appauvrir encore plus notre pays, tandis que nos richesses minérales continuent d'être drainées vers les Etats-Unis.

Les militaires brésiliens au pouvoir font le jeu des intérêts

nord-américains. Ils respectent l'idéologie de l'impérialisme. Leur politique est celle du Pentagone. En politique étrangère, ils suivent les Etats-Unis. Voilà pourquoi ils font cadeau de l'Amazonie aux Américains et ne s'opposent pas à l'occupation économique, politique et militaire mise en œuvre par les Etats-Unis au Brésil.

C'est illusion de croire que ces militaires se révolteront contre les Etats-Unis, car cette nation impérialiste, son gouvernement et ses monopoles sont à la source du ravitaillement de l'appareil militaire aux ordres des gorilles.

Les militaires au pouvoir sont les agents des Nord-Américains en Amérique latine. Ils font du gouvernement brésilien une tête de pont des Etats-Unis contre les intérêts des peuples latino-américains.

L'oligarchie brésilienne : un autre soutien de la dictature.

L'autre force qui soutient la dictature est représentée par les grands capitalistes brésiliens et le secteur latifundiaire.

Les grands capitalistes brésiliens et les latifundistes constituent une oligarchie, fusionnent les intérêts de classe des grands responsables de l'exploitation, de la misère et de la domination du peuple brésilien. Les grands capitalistes brésiliens sont aujourd'hui associés au capital nord-américain ; ceux qui ne le sont pas encore ont tendance à le devenir, et les plus grands latifundistes sont actuellement, au Brésil, les Nord-Américains.

Les grands capitalistes et les latifundistes ont des privilèges à défendre. Associés aux Etats-Unis, ils ont à leur égard une position de soumission qui s'explique par la peur qu'ils ont de la révolution populaire. En effet, la victoire de la révolution populaire signifiera la transformation radicale de la structure économique du pays et de la société brésilienne.

La décision extrême prise par les grands capitalistes a été l'accord donné au transfert du pouvoir aux militaires, en échange de la sauvegarde des intérêts des classes dominantes.

Le pouvoir militaire.

Arrivant au pouvoir par la violence, à la suite du coup d'État de 1964, les militaires ont voulu porter l'ordre bourgeois existant à son paroxysme, le rendant plus ignoble, plus brutal et acharné contre le mécontentement du peuple et la possibilité de victoire d'une révolution populaire. L'ordre militaire-fasciste est également bourgeois, mais représente la dictature ouvertement terroriste des classes dominantes brésiliennes.

Le nouvel ordre militaire-fasciste est le résultat de la crise politique permanente qui sévit dans le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, effet de l'aggravation de la crise chronique de structure et de la crise générale du capitalisme.

.....

Le pouvoir militaire et le nouvel ordre établi au Brésil ont les caractéristiques suivantes :

1^o L'État brésilien a été transformé en un appareil bureaucratique et militaro-policiier, avec un caractère répressif évident et direct. Les forces armées sont devenues des forces de police pour la répression interne ; elles continuent à s'entraîner pour combattre les guerillas et non pour défendre la souveraineté nationale. Police, prisons et tribunaux sont maintenant de la compétence des militaires. L'État est devenu aussi un appareil fiscal de prélèvement d'impôts et de taxes de tous genres, visant à maintenir la pléthorique structure policière.

2^o Les centres de décision de l'économie sont transférés aux militaires et, par là, aux Nord-Américains. Le monopole de l'État a été atteint et risque d'être aboli. Des entreprises d'État ont dorénavant une direction militaire ou sont vendues par le pouvoir militaire au capital étranger.

3^o Les centres de décision politique sont transférés aux militaires ainsi que le pouvoir exécutif. Le Parlement et

les partis politiques exécutent les ordres des militaires. S'ils ne le font pas, ils sont châtiés.

4^o Les principaux postes de commandement sont occupés par des militaires ou par des hommes de confiance qui acceptent inconditionnellement leurs décisions.

Les actes institutionnels.

Dans les nouvelles conditions de crise permanente qui caractérisent la situation politique du pays, de nouvelles lois sont promulguées qui accompagnent la succession des événements. L'une de ces lois autorise la prolifération des coups d'État.

Pressés de sauvegarder les intérêts des classes dominantes, les militaires réalisent le coup d'État fasciste et s'investissent immédiatement du pouvoir par la violence, c'est-à-dire en employant leur puissance de feu. Ensuite, ils promulguent des actes institutionnels pour se doter de pouvoirs exceptionnels qu'en vérité ils avaient déjà acquis par le coup d'État. Les actes institutionnels doivent ouvrir aux militaires la voie de la répression, supprimant les dernières traces de liberté, permettant en même temps l'attaque contre les institutions bourgeoises libérales et les politiciens traditionnels qui pourraient entraver le chemin de la dictature.

Un des exemples de l'autorité dont se sont investis les militaires est l'Acte institutionnel n° 5.

En employant la technique du « coup d'État dans le coup d'État », les militaires ont réussi un coup d'État fasciste le 13 décembre 1968. Cette fois, ils sont allés plus loin qu'en 1964, lors du coup d'État d'avril, car ils ont décrété les « vacances » du Parlement et ont verrouillé encore plus solidement la presse, emprisonnant sans distinction, envahissant les foyers, tuant, infligeant des sévices aux prisonniers, déportant dans les camps de concentration, privant des droits politiques et supprimant les droits civils.

L'Acte institutionnel n° 5 constitue encore un acte de force vis-à-vis de la protestation des masses contre l'iniquité de l'actuelle structure économique du pays et son caractère

désuet. Il signifie aussi une attaque violente contre les politiciens traditionnels qui envisageaient une opposition à quelques prétentions de la dictature. Celle-ci a justifié l'Acte institutionnel n° 5 par deux raisons fondamentales :

a) Le déclenchement d'une crise politique dans le pays et la « faillite du pouvoir politique » ;

b) Le besoin d'éviter au pays « l'irréversible du désordre et de la guerre civile ».

La dictature s'est donc vue contrainte d'avouer que, pendant les quatre ans de pouvoirs extraordinaires, elle n'avait pas réussi à empêcher le progrès du mouvement révolutionnaire ni obtenu de succès dans l'organisation d'un régime politique stable et exempt de crises cycliques.

Par cet aveu, la dictature se montre disposée à poursuivre la politique de la main de fer ; elle met ainsi fin à l'espoir de ceux qui jugeaient possible une issue pacifique, avec amnistie, élections directes, ou par un retour au processus démocratique (et cela sans parler du « front élargi » dont le principal auteur s'est vu privé de ses droits civils).

Le but des révolutionnaires.

Le but des révolutionnaires brésiliens est la destruction de l'actuel régime militaro-fasciste, c'est-à-dire la chute de la dictature installée au pouvoir.

Pour les révolutionnaires, la destruction de l'ordre actuel est légitime et nécessaire, car il est insupportable, et vise à défendre les intérêts des grands capitalistes, des latifundistes, et des impérialistes nord-américains. Nous devons détruire l'ordre établi par les ennemis de notre peuple.

Le premier pas doit donc être la chute des militaires qui représentent le pouvoir des classes dominantes. Ainsi, leur chute sera la chute des grands capitalistes brésiliens et des grands propriétaires fonciers ; c'est aussi l'expulsion des Nord-Américains du pays et des positions-clés qu'ils ont déjà conquises dans la structure économique brésilienne.

Il faut distinguer les buts des révolutionnaires et ceux de l'opposition bourgeoise.

L'opposition bourgeoise est issue de la contradiction entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire. Une telle contradiction est le résultat de la loi qui permet la prolifération des coups d'État militaires et le résultat immédiat des actes institutionnels promulgués.

La bourgeoisie appelle pouvoir civil ses représentants traditionnels dans l'exécutif, le judiciaire et le législatif, représentants qui proviennent non des forces armées, mais de l'élite civile des classes dominantes. Cette élite a été écartée du pouvoir et remplacée par les militaires, mais elle espère retrouver son ancienne position.

La lutte des révolutionnaires, elle, n'a rien à voir avec le remplacement du pouvoir militaire par le pouvoir civil. Elle recherche la transformation radicale de la structure économique et sociale actuelle, le renversement des classes au pouvoir et pas seulement la substitution de certains hommes à d'autres. Elle veut abolir le pouvoir des classes dominantes, détruire l'appareil bureaucratique, militaire et policier, fasciste, de l'État des grands capitalistes et latifundistes vendus aux Nord-Américains, elle veut instituer le pouvoir du peuple en armes.

Les forces qui soutiennent les révolutionnaires.

Les révolutionnaires ne peuvent atteindre leurs buts qu'avec le soutien des classes capables de lutter pour la conquête du pouvoir. Au Brésil, à la suite de conditions historiques et du fait de la motivation patriotique, ces classes sont le prolétariat, les paysans et la classe moyenne. Grâce à leurs intérêts et à leur position, soit vis-à-vis du socialisme, soit vis-à-vis de la libération nationale, ces classes s'opposent aux grands capitalistes et latifundistes et sont ennemies de l'impérialisme nord-américain. Le prolétariat est la seule classe dont l'intérêt immédiat est le socialisme, mais toutes les classes qui s'opposent aux classes dominantes et à l'impérialisme sont unies par leur intérêt pour la libération nationale.

En 1968, quand la guérilla urbaine a été déclenchée au Brésil, quand les opérations et tactiques guérilleras se sont multipliées partout, ce sont ces classes qui, à une échelle plus ou moins grande, ont agi.

Aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale, les révolutionnaires comptent sur elles pour entreprendre la lutte contre la dictature et pour l'expulsion des impérialistes nord-américains.

Les révolutionnaires continueront à compter sur de telles forces dans leur poursuite de la lutte pour la conquête du pouvoir.

Guerre révolutionnaire et puissance de feu.

Pratiquer la guerre révolutionnaire est le moyen dont nous disposons pour atteindre nos buts, car elle est la meilleure forme de violence organisée du peuple contre ses ennemis.

Ce sera une guerre prolongée, car les combats décisifs ne nous intéressent que peu : l'ennemi doit être épuisé. Nous pousserons donc la guerre révolutionnaire jusqu'à l'anéantissement de la puissance de feu de l'ennemi.

La manifestation concrète de la guerre révolutionnaire est le déclenchement de la guérilla urbaine et de la guérilla rurale — d'abord avec les opérations et les tactiques guérilleras et, ensuite, avec des opérations plus vastes.

Au Brésil, les opérations et tactiques guérilleras déclenchées en 1968 indiquent un changement dans le contenu et la qualité des formes de lutte. Nous sommes passés d'une situation où dominaient les formes de la lutte de masse à une situation où les formes de la lutte de commandos ont pris la priorité. Toutefois, le passage d'une forme de lutte à l'autre ne signifie pas l'abandon de l'une d'entre elles. Au contraire, l'expérience nous a montré qu'elles peuvent toutes les deux se combiner.

Les formes de la lutte de masse, cependant, se sont avérées faibles devant l'emploi systématique de la puissance de feu de la réaction contre le mouvement de masses désarmées.

Les commandos se sont organisés pour suppléer à l'infé-

riorité des formes de la lutte de masses vis-à-vis de l'ennemi. Grâce à cette préparation, nous disposons aujourd'hui d'une puissance de feu qui nous permet d'affronter la dictature et ses forces armées répressives en adoptant une stratégie révolutionnaire et en employant les tactiques de la lutte armée.

D'où la domination des formes de lutte des commandos sur l'autre type de lutte.

Le changement des formes de lutte au Brésil a été le résultat immédiat de la décision des révolutionnaires d'utiliser leur puissance de feu.

Encerclement stratégique et guérilla urbaine.

En tant que forme concrète d'action de la guérilla urbaine — dans le cadre de la guerre révolutionnaire —, les opérations et tactiques guérilleras réalisées au Brésil constituent une innovation et une audacieuse initiative des commandos. Elles sont des formes de lutte armée employées dans le cadre de l'encerclement stratégique permanent des grandes villes brésiliennes.

L'encerclement stratégique ennemi s'est établi au tour des villes, car la colonisation brésilienne s'est faite de la côte vers l'intérieur et c'est sur le littoral qu'ont surgi et se sont développées les grandes villes du pays.

En même temps que la croissance des villes côtières s'est créée et développée la super-structure de la réaction : les forces armées réactionnaires contrôlent les villes sous prétexte d'assurer la sécurité nationale, en vérité pour empêcher des mutineries contre le pouvoir des classes dominantes.

En déclenchant la guérilla dans cette zone, les révolutionnaires commencent la lutte en risquant l'encerclement stratégique. Ils ne peuvent donc espérer que leurs opérations et tactiques guérilleras puissent anéantir l'encerclement de la réaction, mais ce qu'on peut attendre de ce genre de lutte, c'est qu'il joue un rôle tactique de distraction des forces armées de l'ennemi en lui infligeant des pertes et des soucis, en rendant difficile la concentration de ses effectifs dans la guérilla rurale.

Il peut se faire aussi que l'ennemi, frappé par les opérations et tactiques guerilleras, cherche à augmenter les effectifs de la répression et vienne à employer systématiquement l'armée, la marine et les forces de l'air en des expéditions punitives et des chasses à l'homme.

Cela augmentera incroyablement les dépenses de la dictature, lui créant ainsi des nouvelles difficultés et lui faisant perdre davantage la face, étant donné l'impossibilité d'arrêter opérations et tactiques guerilleras d'un ennemi qui ne laisse pas de traces et se refuse au combat en rase campagne.

Le contenu et la forme des actions armées.

Les actions armées qui constituent les opérations guerilleras actuelles ont un caractère urbain défini, elles sont adéquates aux grandes villes brésiliennes.

Le contenu de ces actions se révèle par les propositions politiques et par le contenu de classe des objectifs qu'elles s'assignent, puisqu'il s'agit d'actions engendrées par la guerre révolutionnaire du peuple contre ses ennemis, contre les intérêts des gros banquiers nationaux et étrangers, contre l'impérialisme nord-américain et ses entreprises au Brésil, contre les espions de la C.I.A., contre le patrimoine de l'État, contre les forces armées et contre l'appareil de répression de la dictature.

La guérilla rurale se dressera contre les intérêts des latifundistes, semant la panique parmi les gros propriétaires fonciers brésiliens ou étrangers.

En 1968, nous avons réussi en zone urbaine à atteindre gravement les intérêts des classes dominantes. et le contenu des opérations que nous avons effectuées a déterminé la forme des actions armées.

Les actions armées ont pris dans notre pays la forme d'expropriations, sabotages, captures d'armes et d'explosifs, enlèvement de policiers pour obtenir la libération de prisonniers politiques; elles ont été destinées à fournir des ressources matérielles à la révolution, à porter atteinte aux intérêts des classes dominantes et à frapper la réaction.

Les expropriations.

Les expropriations sont des opérations armées destinées au financement et au ravitaillement en munitions de la révolution. Quelques actions effectuées par les commandos en 1968 sont d'excellents exemples d'expropriation.

La caractéristique de la révolution brésilienne consiste en ceci qu'elle pratique dès maintenant une politique d'expropriation des classes dominantes et de l'impérialisme, annonçant aujourd'hui ce qu'elle fera demain après la victoire et l'instauration d'un gouvernement populaire révolutionnaire.

Par ces expropriations effectuées avant la victoire de la révolution, nous voulons démontrer qu'une fois au pouvoir nous chasserons les Nord-Américains du pays et nous nationaliserons leurs entreprises, banques et propriétés foncières. Nous exproprierons les entreprises nationales qui collaborent avec les Nord-Américains. Nous exproprierons les latifundia, en finissant ainsi à jamais avec le monopole de la terre. Nous exproprierons les fortunes des exploiters du peuple.

Les révolutionnaires brésiliens sont en train de prélever l'I.C.R., c'est-à-dire l'impôt obligatoire de la révolution, en contrepoint à l'I.C.M., l'impôt de circulation des marchandises prélevé par la dictature. Les ressources de l'I.C.R. se destinent à la libération du Brésil, tandis que l'I.C.M. extorque l'argent qui doit maintenir en place la dictature militaire, assassin de notre peuple.

Les plus grands banquiers, entrepreneurs, commerçants et latifundistes brésiliens ou étrangers seront contraints de payer l'I.C.R. et s'ils ne le font pas de bon gré, ils seront expropriés.

Si, en 1968, des expropriations d'importance variable ont été effectuées par les révolutionnaires, d'autres ont été le fait de criminels... Cette forme de lutte armée ressemble inévitablement à celle des bandits, la différence fondamentale étant que les révolutionnaires n'exproprient jamais les ouvriers et les gens du peuple. Il n'y a jamais de tués ou de blessés dans nos opérations : les révolutionnaires se bornent à exproprier les ressources des classes dominantes et à s'approprier

les armes des gardiens des banques sans frapper ni malmenier les fonctionnaires. Les révolutionnaires ne s'attaquent pas au peuple, mais ils combattent la dictature, les classes dominantes et l'impérialisme et, par cela même, ils gagnent la sympathie de la population.

Au début les révolutionnaires ont réalisé leurs opérations à la manière des bandits : ils ne les ont pas signées, ils n'ont pas cherché à les expliquer à la population qui, pas plus que les éléments réactionnaires, n'en connaissait le caractère politique. Grâce à cette ruse pour brouiller les pistes et gagner du temps, la révolution brésilienne a obtenu un an *d'avance* et a pu se préparer tranquillement à de nouvelles initiatives.

Terrorisme révolutionnaire et sabotage.

Quand nous recourons aux actes terroristes, nous savons bien qu'ils ne nous mènent pas directement au pouvoir.

Tout acte terroriste révolutionnaire n'est qu'une opération tactique ayant pour effet la démoralisation des autorités, l'encercllement des forces répressives, l'interruption de leurs communications, l'atteinte des propriétés de l'État, des grands capitalistes et latifundistes.

Les actes terroristes révolutionnaires et le sabotage ne visent pas à inquiéter, effrayer ou tuer les gens du peuple. Ils doivent être utilisés comme tactiques pour combattre la dictature qui lance contre le peuple des organisations terroristes d'extrême droite, telles que le C.C.C. (Commando de Chasse au Communistes) et le M.A.C. (Mouvement Anti-Communiste). Implacable et impitoyable, la dictature a recours à une violence brutale. Dans les rues, elle poursuit, elle frappe, elle tire ; la peur et l'insécurité sévissent. Dans les cachots, les tortures sont indescriptibles. On assassine et on fusille les prisonniers et les suspects.

Au terrorisme que la dictature emploie contre le peuple, nous ripostons par le terrorisme révolutionnaire.

Les révolutionnaires qui pratiquent le terrorisme et le

sabotage doivent édifier une infrastructure adéquate à l'exécution de leur mission. Il leur faut des moyens propres de fabrication d'engins de destruction, et ils doivent cloisonner leur travail. Les noms, les adresses, les numéros de téléphone, les itinéraires, rien ne doit être écrit. On ne doit communiquer les plans à personne : seuls ceux qui ont quelque chose à faire doivent connaître ce qui concerne leur tâche.

L'arme privilégiée du terroriste révolutionnaire est sa capacité d'initiative qui l'engagera dans une activité permanente. Plus grand est le nombre de terroristes décidés et des groupes révolutionnaires engagés dans la terreur antidictature et le sabotage, plus grand le temps que le pouvoir militaire perdra à la recherche de pistes, plus grande sera sa peur, et l'angoisse de ne pas savoir où le prochain coup sera frappé et quel sera le but choisi.

La saisie d'armes et d'explosifs.

Cette opération tactique est indispensable à la création et au développement de la puissance de feu des révolutionnaires.

L'expérience récente montre que les saisies d'armes et d'explosifs effectuées en 1968 ont contribué à la transformation radicale de notre situation ; nous n'avions ni armements ni fonds pour les acheter, alors que maintenant nous avons réussi à concentrer une considérable puissance de feu.

La capture d'armes et d'explosifs doit être une opération silencieuse. Le plus important dans ce genre d'action est le problème des dépôts d'armes. Nous ne devons jamais avoir de grands dépôts, jamais concentrer tout ce matériel. La technique juste consiste à avoir plusieurs petits dépôts, des cachettes décentralisées et secrètes.

Dans les opérations de moindre envergure, le matériel obtenu peut être destiné à l'utilisation personnelle ou à celle du commando.

Bien choisir le moment pour réaliser les saisies est fondamental. Il faut tenir compte du fait que cette opération exige des militants une certaine puissance de feu. Avec l'achat

d'une arme, la capture d'une autre, nous pouvons avancer petit à petit, l'essentiel consiste à préparer et à réaliser des opérations qui vont du plus élémentaire au plus complexe.

Utilisant la ruse ou la violence, ou les deux à la fois, les opérations ne doivent être jamais entreprises si les révolutionnaires n'ont pas la certitude d'une réussite totale. Il faut éviter d'être pris à son propre piège.

Les occupations des locaux et la capture de policiers.

La guérilla urbaine, tout comme la guérilla rurale, a un caractère essentiellement mobile et ne peut pas se permettre la défense de positions fixes ou de territoires délimités. Et pourtant, certaines conditions nous obligent parfois à défendre des positions, surtout quand nous sommes engagés dans la lutte de masses, quand manifestations, meetings ou grèves ont lieu. Dans ce cas, nous nous trouvons face à la nécessité d'occuper les locaux scolaires ou de travail.

Ces occupations doivent se faire, mais elles ont un caractère strictement tactique et par cela même provisoire. A vrai dire, il s'agit d'occuper les locaux et de distraire la réaction le plus longtemps possible. Quand les ressources des occupants sont épuisées ils doivent abandonner la position, le plan de la retraite doit avoir été minutieusement élaboré auparavant.

On ne doit pas réaliser une occupation sans avoir préalablement accumulé un stock d'explosif et de cocktails molotov et sans avoir une certaine puissance de feu : un exemple de ce genre de lutte a été l'occupation de la place da Sé à São Paulo, le 1er mai 1968, quand les révolutionnaires et la masse ouvrière ont chassé de la tribune le gouverneur de l'État et l'ont obligé à se réfugier avec sa suite et les policiers à l'intérieur de la cathédrale.

Pendant les occupations, on a toujours la possibilité d'avoir recours à un autre type de lutte qui consiste à capturer des policiers pour exiger l'échange contre des prisonniers politiques ou l'arrêt de la torture dans les geôles. Les policiers ont l'habitude de s'infiltrer dans les lieux occupés et, quand ils ne le font pas, il faut les attirer dans un piège. Dès qu'ils

sont faits prisonniers, on doit les garder comme otages jusqu'à ce que nos conditions soient acceptées.

L'armement des policiers doit être pris et non restitué.

Les captures de policiers qui ont eu lieu en 1968 telles que celles de la « Pomme dorée » et de la « Poire dorée » démontrent l'efficacité de ce moyen de lutte dans le mouvement de masses.

Les méthodes de combat.

La méthode de combat est une chose différente de la forme de lutte. Par méthode de combat, nous entendons la façon de diriger la forme de lutte. Une expropriation ou n'importe quelle forme de lutte doit être exécutée selon la méthode de combat choisie. Pour les révolutionnaires, la méthode principale consiste dans l'emploi de l'embuscade et des opérations-surprise.

Surprendre l'ennemi est la méthode révolutionnaire privilégiée, qui permet de respecter le principe de l'économie des forces et de la préservation des cadres.

Toute action armée de la guérilla urbaine ou rurale exige l'application rigoureuse des méthodes de combat. Telles méthodes sont plus efficaces quand elles sont subordonnées à la méthode principale de combat.

Voici quelques méthodes auxquelles on ne peut jamais renoncer :

- a) l'information ;
- b) l'observation ;
- c) les recherches, l'exploration, la connaissance du terrain ;
- d) l'étude des voies d'accès ;
- e) le plan détaillé ;
- f) la sélection des participants et de ceux qui doivent les relayer ;
- g) la sélection de la puissance de feu ;
- h) la répétition et le chronométrage ;
- i) le repli ;

- j) la protection, la couverture ;
- k) le rachat ;
- l) l'encerclement dans l'encerclement.

Quelques principes tactiques.

1. Au début, les opérations de guérilla doivent être dispersées, c'est la phase de l'éparpillement des forces de la réaction.

Dans la phase suivante, il s'agit de concentrer les forces révolutionnaires pour réaliser des plus vastes opérations.

2. On ne doit jamais lutter sur un seul front, c'est pour cela que nous réalisons simultanément les opérations stratégiques et tactiques et que nous nous relayons dans ces activités.

3. La tactique guérillera ne peut avoir aucune rigidité ; elle est très libre, elle attaque et se replie, elle harcèle et recule, elle occupe et évacue.

4. Quand nous réalisons une opération guérillera, notre objectif est de nous attaquer aux intérêts des classes dominantes. Jamais nous ne nous attaquons aux ouvriers et aux gens du peuple, ni ne portons dommage à leurs intérêts. On ne doit employer la violence que contre les mouchards et les espions au service de l'ennemi.

5. Dès qu'un groupe révolutionnaire commence à agir, d'autres groupes révolutionnaires doivent le suivre de leur propre initiative. Face à plusieurs groupes en action, l'ennemi désorienté et perplexe ne sait pas contre qui concentrer les forces de la répression.

6. Quand la lutte révolutionnaire est déclenchée par l'action de commandos isolés, c'est un signe clair que la formation préalable d'un front unifié a été impossible.

Le front unifié est une nécessité, mais il n'est viable que lorsqu'une active puissance de feu existe déjà. La création et le renforcement de la puissance de feu, ainsi que l'activité

permanente, sont les éléments qui permettent le regroupement des forces qui soutiennent la lutte armée. Le front unifié est le fruit de la puissance des forces en action.

7. La guérilla s'apprend dans la pratique de la guérilla comme l'action s'apprend dans l'action. Il n'y a pas de profession ou d'activité humaine qu'on puisse apprendre exclusivement dans les livres sans l'expérience vivante.

8. Les opérations doivent partir du plus élémentaire pour arriver au plus complexe.

9. On ne doit pas se cantonner dans un genre exclusif d'action. Quand l'ennemi croit qu'on va se borner à un type d'action, nous passons à un autre.

10. Quand la réaction croit que nous sommes à un endroit nous surgissons à un autre endroit.

11. Quand l'ennemi croit qu'on est loin, on est tout près et vice versa.

12. Quand la voie est libre, nous avançons ; quand nous rencontrons des obstacles, nous les contournerons ; quand l'obstacle est infranchissable nous abandonnons. On ne doit jamais engager le combat à découvert pour ne pas gaspiller ses forces en les exposant aux coups de l'ennemi.

13. Nous devons prendre l'ennemi au dépourvu ; dès qu'il est en état d'alerte, nous nous replions.

14. Quand l'ennemi nous assaille, nous nous reposons, quand il se repose, nous l'assaillons.

15. Si l'ennemi peut être vaincu par la ruse, il ne faut pas recourir à la violence ; la puissance de feu est réservée aux moments difficiles.

16. Pour l'accomplissement d'une opération, nous avons toujours une puissance de feu plus grande qu'il n'est nécessaire, afin que notre supériorité soit évidente et que nous puissions épargner la violence et les munitions.

17. L'ennemi ne doit jamais avoir la moindre idée de notre force. Ignorant notre force, il s'adonne à des spéculations, mais reste dans un labyrinthe obscur, tandis que nous observons ses mouvements et ne donnons l'assaut que lorsque nous avons la certitude de le frapper fort.

18. L'ennemi ne doit jamais savoir ni quand ni où ni comment nous allons frapper. Si l'ennemi vient à connaître nos plans, il faut les modifier sur-le-champ.

19. Nous ne défions jamais l'ennemi. S'il nous défie, nous faisons le mort. Nous ne ripostons à l'ennemi qu'au moment choisi et sûrs de notre force.

20. Après avoir exécuté une quantité considérable d'actions ou une action de grande envergure, notre premier souci est de nous reposer et dresser le bilan de tout ce qui a été fait, puis établir de nouveaux plans.

21. Nous n'engageons jamais des combats décisifs. C'est pour cela que nous organisons soigneusement le repli. Le repli est plus important que l'action.

22. On ne doit jamais laisser la moindre trace dans les opérations ; s'il en reste, l'opération ne sera terminée qu'effacées les conséquences de cette erreur initiale.

23. Quant à l'argent provenant des expropriations, on ne doit pas le distribuer au peuple, ce qui donnerait aux masses l'illusion que nous pouvons nous substituer à elles dans la lutte pour la conquête du pouvoir et que la libération des opprimés dépend de l'action charitable des révolutionnaires. Nous tomberions ainsi dans le paternalisme, laissant le peuple se faire des illusions et l'éloignant de la lutte. L'argent des expropriations doit être dépensé en armes, munitions et entraînement des combattants.

24. Quand nous disposons d'un stock considérable d'armes, nous ne devons pas le concentrer dans un seul endroit, au contraire il faut décentraliser les cachettes pour éviter les grosses pertes dans des situations imprévues.

25. Quand nous disposons d'un commando déjà nombreux, il faut le morceler en petites équipes et il ne faut jamais que toutes se jettent à l'action en même temps. Il faut aussi éviter que tout le monde sache tout, que tout le monde connaisse tout le monde. Chaque homme ne doit savoir que ce qui touche à son travail, l'exemple à suivre est celui de Lampeão qui, même quand il avait cent cinquante hommes, les distribuait en petits groupes, leur assignant des missions spécifiques et différentes.

26. Jamais nous n'acceptons dans notre organisation un militant sans d'abord tout connaître sur son passé et sur ses origines révolutionnaires ; c'est une mesure pour éviter l'infiltration policière.

27. Les révolutionnaires engagés dans la voie de la lutte armée savent qu'ils affrontent un ennemi dangereux et que la révolution n'est pas un pique-nique. On doit renoncer une fois pour toutes aux agendas, aux carnets d'adresses, aux cartes, aux schémas, aux croquis, aux plans écrits. Les révolutionnaires travaillent avec la seule aide de la mémoire.

28. Quand on organise des réunions ou des conférences, les participants ne doivent jamais être nombreux, l'endroit doit être soigneusement choisi pour permettre et faciliter la défense. Si l'ennemi nous surprend on doit réagir et exécuter le plan de retraite préalablement élaboré, auquel tous doivent participer.

29. Quand il y a une grande agglomération populaire encerclée par la police et qu'un groupe de policiers se détache pour poursuivre quelqu'un dans la foule, nous tâchons d'encercler le groupe de policiers avec un groupe plus grand de manifestants.

Cette opération est l'encercllement dans l'encercllement et vise à réduire les policiers à l'impuissance, à prendre leurs armes et à faciliter la fuite de ceux qui sont poursuivis.

30. Quand un camarade manque un rendez-vous, on ne doit jamais aller chez lui : il peut avoir été arrêté et la police peut être embusquée à l'affût de ceux qui vont le chercher.

31. Quand nous subissons des dégâts matériels ou une perte d'hommes, nous ne ripostons pas immédiatement par vengeance ou démonstration de force. Nous essayons d'abord de remettre l'ordre dans nos rangs, de cicatriser nos blessures avant de reprendre l'assaut.

32. Le commandement n'est pas pour nous le résultat d'une élection basée sur des critères personnels de sympathie. Ce sont l'exemple et l'action qui commandent.

A.L.N - M.R.8